

LES CONVERSATIONS TOCQUEVILLE

3^e édition, 17-18 septembre 2021

La Fondation Tocqueville, Le Figaro, The Atlantic Council et la Fondation Friedrich Naumann pour la liberté, en partenariat avec le département de La Manche, la région Normandie, la communauté d'agglomération Normandie, la French American Foundation et divers sponsors privés ont réuni au Château de Tocqueville les 17 et 18 septembre 2021 des intellectuels, des acteurs de la vie politique et de la société civile d'Europe et des États-Unis pour des conversations sur le futur de la démocratie en Amérique. Les conversations se sont déroulées sous forme de tables rondes, résumées ici par Françoise Mélonio.

« Le futur de la Démocratie en Amérique »

La première édition des Conversations, les 8 et 9 juin 2018, avait pour titre « De la Démocratie en Occident au 21^e siècle »¹ ; elle s'était donné pour objectif d'analyser les perspectives inquiétantes ouvertes par deux événements majeurs, les attentats du 11 septembre 2001 et la crise financière de 2007-2008. La deuxième édition, les 28 et 29 juin 2019, intitulée « Le Futur des Nations »² interrogeait la capacité des nations à apporter aux individus une protection et des garanties, à un moment où la question migratoire et la montée des populismes faisaient de cette capacité un enjeu transatlantique. La troisième édition « Le futur de la Démocratie en Amérique » est liée, elle aussi, à la réflexion critique et distanciée sur l'immédiat contemporain : alors que l'Amérique a été le théâtre d'un coup de force sur le Capitole le 6 janvier, que reste-t-il de la démocratie américaine dont Tocqueville louait les institutions exemplaires ? Faut-il voir dans les turbulences de l'élection présidentielle une bouffée révolutionnaire telle que la France contemporaine de Tocqueville en avait connues, ou bien un signe de l'épuisement de la démocratie américaine et de l'effondrement de la confiance du peuple américain en ses

institutions ? Dans quelle mesure la crise américaine annonce-t-elle des difficultés similaires en Europe ?

Par un accident de l'histoire, les Conversations s'ouvraient quelques semaines après l'évacuation de l'Afghanistan sans concertation avec les Alliés. Et de surcroît le jour même de l'ouverture des débats on apprenait la rupture du contrat de construction de sous-marins entre la France et l'Australie, à la suite de pressions américaines. Le château de Tocqueville étant situé à quelques dizaines de kilomètres du port de Cherbourg où se construisaient les sous-marins, cela renforçait inévitablement le sentiment d'une Amérique bien différente de la grande république-sœur que célébrait Tocqueville... Les débats furent trop riches pour qu'on en donne ici plus qu'une vue cavalière, incomplète et subjective.

En ouverture, Laure Mandeville, maître d'œuvre de cet événement, insista sur l'absence d'une « conversation » publique dans les États-Unis d'aujourd'hui ; le vote protestataire des partisans de Donald Trump s'est mué en une cause quasi mystique et l'Amérique s'est divisée entre trumpistes et « Woke », qui s'agressent à coup de dénonciations. La haine entre ces deux Amériques est telle que Joe Biden n'a pu jusqu'à présent faire reconnaître sa légitimité par la majorité de l'électorat républicain.

Dans cette crise, Pavel Fischer, sénateur tchèque, voit plus qu'un mal américain : un mal mondial, tant on assiste partout à la mise en péril des garanties de la liberté, que les ressources numériques contribuent à détruire. À Hong Kong les pressions chinoises ont conduit Apple à priver les citoyens de l'application qui leur permettait de repérer les forces de police. En Chine la loi exige que toutes les sociétés désireuses de s'implanter interdisent toute activité syndicale et créent une cellule du PC sur leur site. La reconnaissance faciale y traque toute la population. Certes dans nos démocraties, la diversité des opinions reste possible, mais les plateformes numériques tirent leur prospérité financière de la violence, de la discorde et du scandale. Aussi bien notre monde semble disqualifier la médiation qui est l'essence même de la politique. Cette ouverture des débats annonçait des Conversations principalement tournées vers l'analyse des périls et le rôle de lanceurs d'alerte.

La première table ronde, le 17 septembre, intitulée **Le volcan des identités** fut modérée par Alain Finkielkraut. Il fit remarquer que l'explosion des revendications identitaires était ancienne. Danielle Sallenave s'inquiétait déjà dans *Le Messenger* en 1991 de l'introduction de critères sociaux et raciaux dans les universités américaines tant pour le recrutement des enseignants que pour l'évaluation des étudiants. Depuis 1991 l'essor des « studies » s'est fait sur le recul des anciennes humanités. Comment expliquer la force particulière de ce mouvement identitaire aux États-Unis ? À cette question Josh Mitchell propose une interprétation théologique, Janice Rogers Brown une interprétation historique, Yascha Monk une interprétation sociologique.

Pour Josh Mitchell, professeur de théorie politique à Georgetown University, la politique des identités repose sur les catégories de l'innocence, la transgression et la faute. Il y repère une économie spirituelle d'origine chrétienne, un moment religieux (quoique Dieu puisse en être absent). Au cœur de la revendication identitaire, l'origine compte moins que la distinction entre pur et impur, qui nourrit chez les « Woke » un sentiment de supériorité narquoise sur leurs adversaires et sur les générations précédentes. On remarquera que cet usage de la culpabilité, d'origine chrétienne, quoiqu'il puisse être séparé de toute affiliation religieuse, est l'héritage de la pratique puritaine de l'*atonement*, c'est-à-dire de la reconnaissance publique de la faute, à laquelle sacrifient même les présidents américains – pratique plutôt étrangère à la culture européenne.

Janine Rogers Brown, ancien juge de la Cour suprême de Californie, partant de la promesse initiale de bonheur universel proclamée par les pères fondateurs de l'Union américaine, montra la diffusion dès les années 1920-1930 de la violence verbale et l'émergence d'un discours victimaire. Si bien que les affrontements autour de la question raciale ont été exacerbés, mais pas créés, par la virulence trumpienne. La fracture met en jeu le sens même de l'aventure américaine depuis son origine : histoire émancipatrice, comme on l'a longtemps dit, ou histoire s'ancrant dans la faute originelle de l'esclavage, 1619 ou 1776 ?³, 1619 l'arrivée des premiers esclaves en Virginie⁴ ou 1776 la déclaration d'indépendance.

Yascha Mounk (Université John Hopkins) s'interrogea sur le cadre social des revendications identitaires aux États-Unis. Elles prennent la

forme d'une bataille entre opprimés et oppresseurs dans laquelle la division ne peut se surmonter que par la victoire des opprimés, c'est-à-dire par une inversion de la domination. Ce pourquoi on ne peut ni espérer une réconciliation ni rêver de la société sans classes, selon l'imagination humaniste de Marx. Une telle lutte inexpiable a été favorisée par les médias sociaux qui nourrissent les solidarités de niche mais aussi par l'affaiblissement de l'engagement civique et l'oubli des valeurs fondatrices de l'Union américaine – y compris dans les universités. Pour autant, selon Monk, si dans ce débat – surtout américain – on voit se renforcer un antiracisme de combat, il faut aussi remarquer que les catégories minoritaires les plus séduites par le discours victimaire n'en restent pas moins attachées à la liberté de pensée.

La dictature des identités raciales fit aussi l'objet des interventions de la seconde table ronde intitulée **La question raciale en Amérique : 1619 ou 1776 ?** modérée par Josh Mitchell qui interrogeait à nouveau l'identité même de la démocratie américaine, objet d'un débat qui fait rage depuis les affrontements d'août 2017 à Charlottesville. Comment interpréter la coupure entre Blancs et Noirs : coupure systémique, ou bien comme le disait Tocqueville, plaie inguérissable mais sans lien avec les idéaux des fondateurs ? L'intérêt de la table ronde tint au dialogue entre des personnalités aux engagements très variés mais qui toutes trois luttent contre l'assignation à des origines et le discours victimaire : Rachel Khan, championne de France d'athlétisme, juriste en droit public international, comédienne, est l'auteur de deux ouvrages qui ont reçu un très large écho : *Noire n'est pas mon métier* (2018) et *Racée* (2021), ouvrages dont les titres même disent le refus de l'assignation identitaire. Née d'une mère juive polonaise et d'un père sénégalais, elle revendique le droit à sa propre voix : « racée » signifie à la fois l'élégance et la race – en jouant de l'écart avec racisée ; c'est bien à un examen de la langue que Rachel Khan nous invite car il y a des mots qui rendent le dialogue impossible comme « racisé », « quota »... et des mots creux comme « diversité ». Contre la tentation de la victimisation qui divise sans rien réparer elle propose donc des mots émancipateurs comme « signature individuelle », « intimité », « création de son identité ».

C'est en philanthrope et en ancien combattant des droits civiques que Robert Woodson combat lui aussi l'assignation aux origines

raciales. Fondateur en 1981 du Woodson Project, il souligne les bénéfices limités qu'ont tirés les Noirs pauvres du mouvement des *Civil Rights*. L'usage du concept de « race » dans les politiques publiques, en englobant des situations sociales hétérogènes sous une catégorie unique, occulte les difficultés spécifiques des Noirs défavorisés si bien que les programmes étatiques centrés sur les catégories raciales manquent leur cible prioritaire. Et pourtant une politique efficace en direction des plus pauvres des Noirs est possible, comme le montrent les résultats remarquables des *high schools* et des universités noires dans les années vingt, qui ont permis un nombre croissant de chefs d'entreprises noirs. Robert Woodson finance donc des programmes de mentorat visant à donner à des Noirs défavorisés les outils nécessaires à leur promotion et mobilise les historiens contre le projet « 1619 », les Noirs lui semblant capables d'adhérer aux valeurs des pères fondateurs pour peu qu'ils en constatent les effets positifs pour leur communauté. En ce sens il est plus optimiste que Tocqueville, la plaie de l'esclavage n'est pas irrémédiable et ne remet pas en cause le projet initial d'une Amérique démocratique pour autant qu'on s'en donne les moyens.

L'écrivain Thomas Chatterton Williams, auteur notamment de *Self portrait in Black and White: Unlearning Race* (2019)⁵ souligne lui aussi la nécessité de ne pas oublier la différence des classes. Lui-même, descendant d'esclaves, affirme que le refus des assignations identitaires et l'idéal du *color blind* sont partagés par de nombreux membres des minorités. Au passage il remarque la moindre pénétration en France (où il vit) du discours identitaire⁶, ce que d'aucuns jugeraient inexact mais qui est aussi le sentiment de l'écrivain Mabanckou et qui mériterait des développements comparatistes dans de futures Conversations. Car l'importance prise par les questions d'identité en France au détriment de l'étude des divisions en classes, outre qu'elle contribue au sentiment de stigmatisation, pèse aussi sur la liberté des débats académiques, comme l'ont montré les torrents d'invectives contre le livre de Gérard Noiriel et Stéphane Beaud, *Races et sciences sociales* (Agone, 2021).

Les discours nuancés de ces trois intervenants, attachés à l'idée d'universalisme, nous éloignaient beaucoup du ton du débat « **Futur de la rébellion trumpienne et la réponse de Biden** » qui fit l'objet de la table ronde suivante, modérée par Laure Mandeville. Les affrontements ne pouvaient manquer d'être vifs entre Jason Miller,

ancien porte-parole de Donald Trump, et Uriel Epstein directeur exécutif de la Renew Democracy, initiative fondée par le maître d'échecs Gary Kasparov et qui se donne pour mission de créer des contenus multimédias pour unir les Américains autour des valeurs des pères fondateurs. En soi, ce dont Trump est le nom n'est pas un phénomène exclusivement américain, comme le souligna le politiste Dominique Reynié, professeur à Sciences Po et directeur de la Fondation pour l'innovation politique. Car le populisme vient de loin et fait partie de l'histoire commune de l'Europe et des États-Unis : en trente ans la globalisation, la digitalisation, les phénomènes migratoires ont érodé la capacité souveraine des peuples à déterminer leur avenir – sans que ces peuples n'aient jamais été consultés, fût-ce sur la régulation de ces phénomènes. Aussi bien la crise partout sera durable, sauf à renforcer l'autorité des nations. Malgré le caractère international de la crise, le débat resta en fait surtout américain tant le mandat de Trump a agité les esprits. Andrew A. Michta, politologue du George C. Marshall European Center for Security Studies en Allemagne, et expert en sécurité internationale, interpréta lui aussi l'élection de D. Trump sur fond d'une tendance longue. Au temps de la guerre froide l'Amérique avait triomphé grâce à sa supériorité industrielle et financière. La montée de l'Asie et la délocalisation des industries ont créé aux États-Unis une fracture entre les gagnants du changement qui ne sentent plus d'obligations envers leur pays et les perdants de la mondialisation ; la crise actuelle est donc la conséquence de décisions prises dès les années 1990. Plutôt que de se focaliser sur la personnalité – certes clivante – de Trump, l'enjeu est donc de recréer une Amérique industrielle et de faire de la sécurité face à la Chine un critère majeur. En rupture avec la polarisation actuelle des discours (pour ou contre Trump) Michta remarque qu'on a cessé au cours du mandat de Trump de croire naïvement comme dans les années 1990 à la démocratisation par les vertus du commerce.

Le débat a vite quitté ces hauteurs sereines. Jason Miller, conseiller en communication de D. Trump en 2016 et 2020, tenait bon sur la thèse de la fraude électorale lors de la dernière élection présidentielle, arborant la cravate rouge que lui avait offert le Président. Sans surprise il s'indignait de la censure contre D. Trump et défendait une liberté d'expression sans censure aucune, telle qu'il la pratique dans le réseau *Gettr* qu'il a créé en 2021. Uriel Epstein lui répliqua en

dénonçant les mensonges trumpistes et les effets ravageurs de politiques identitaires opposées. Si tous deux s'accordent pour dire que la population américaine avait des raisons d'être en colère parce que la crise de 2008 a multiplié les exclus (c'est un point de consensus large chez les participants américains des Conversations), pour Epstein, la fracture ou la rage trumpienne n'est pas irrémédiable ; d'autant qu'il y a dans le pays une majorité de gens épuisés, *exhausted* et raisonnables. Il appelle donc à une nouvelle conscience civique, recreation de sens, par un service national par exemple. À dire vrai, pour une assistance française sidérée, la réconciliation des Américains autour d'un sens commun paraissait éloignée...

* * *

Le deuxième jour, samedi 18 septembre, consacré au « **Capitalisme oligarchique et crise démocratique** », fut ouvert par un entretien entre Jean-Dominique Sénard, président de Renault Nissan Mitsubishi, et Vincent Trémolet de Villers, directeur adjoint de la rédaction du *Figaro*. Il s'agissait, en rebondissant sur le débat de la veille, de montrer le lien entre de la crise démocratique et le capitalisme dans sa forme globalisée. Il y a trente ans le capitalisme semblait favoriser pour tous l'accroissement du bien-être, l'allongement de la durée de la vie, le progrès scientifique et technique, l'avènement de la démocratie. La désillusion n'en a été que plus amère : la croissance des inégalités et les dégâts environnementaux ont ruiné chez les citoyens le sentiment d'une communauté de destin et creusé la distance entre « eux » et « nous ».

À ce constat désenchanté, Jean-Dominique Sénard répond en appelant à l'exemplarité des élites et en renvoyant au rapport – assez fraîchement accueilli – qu'il avait rédigé avec Nicole Notat en 2018 sur la responsabilité des entreprises⁷. L'entreprise est pour lui une institution politique au sens large, et l'Europe est en mesure de développer ce qu'il est usuel d'appeler le « capitalisme rhénan » qui a des racines anciennes sur le continent. Le Traité de Rome avait déjà défini l'économie sociale de marché. Il y a donc bien une troisième voie européenne entre le capitalisme financier américain et le capitalisme étatique de la Chine. Cette note d'optimisme était bienvenue tant les Conversations dans cette deuxième journée devaient insister davantage sur la nécessité d'alerter les opinions sur les périls que sur les remèdes envisageables. L'entretien avait aussi le

mérite de poser sur un terrain nouveau la question de l'écart entre les traditions américaine et européenne.

La première table ronde de cette seconde journée intitulée « **Notre futur démocratique à l'heure des réseaux sociaux : pièges et solutions** » était modérée par la philosophe Chantal Delsol. Pour avoir beaucoup réfléchi sur le « désamour de la réalité », elle ne pouvait que s'inquiéter de la puissance grandissante des réseaux sociaux, avatars des cafés du commerce élargis à la dimension du monde puisque tout un chacun y a un droit égal à la parole. À ce torrent de palabres, aucune autorité, scientifique, éducative ou politique ne peut résister ; la délibération démocratique cède le terrain à la logorrhée intempérante des émotions et la fédération des mécontentements à la recherche d'un consensus autour de l'intérêt bien entendu.

Évidemment, Jason Miller ne partageait en rien ces inquiétudes ; le réseau est pour lui une extension de la table familiale, et hormis la modération nécessaire des propos racistes (concession louable), il lui paraît indispensable de donner la parole à ceux qui en sont privés, y compris en diffusant les opinions hostiles à la science. Ce que Richard Miniter, directeur de *Zenger Press* et qui fut vice-président du *Washington Times* justifie en arguant qu'il faut diffuser le faux pour que le vrai puisse émerger. La parole empêchée risque de devenir dangereuse. Mais ce modèle de correction des erreurs qui est celui de Wikipédia vaut-il pour une communauté ouverte où tous sont autorisés à intervenir ?

De tels propos qui relativisent l'idée de vérité suscitèrent, on s'en doute, la vive réaction de Chantal Delsol, de Jacob Siegel rédacteur en chef du magazine *Tablet* et précédemment reporter au *Daily Beast*, qui fit un tableau alarmant de la démocratie déchaînée et de l'intrusion des réseaux sociaux dans l'univers de l'intimité. De l'Amérique de Tocqueville, dans laquelle des journaux locaux nombreux entretenaient l'esprit civique, il reste bien peu selon lui ; la moitié de ces journaux ont disparu et les réseaux sociaux se présentent comme une compensation face à une société civile exsangue. Devant ce tableau désespérant, Fabrice Fries, PDG de l'Agence France Presse, évoqua les actions qui peuvent être menées contre la désinformation – car il semble douteux que les vraies informations finissent par supplanter les fausses par la seule vertu de la concurrence sans une

politique vigoureuse. L'AFP est depuis peu devenue un acteur dans le *factchecking* qui occupe désormais 100 journalistes sur les 1 800 de l'agence. Si les lois contre les *fake news* paraissent dangereuses pour la liberté⁸, et l'éducation au sens critique prônée par les pédagogues français insuffisante, F. Fries juge que des mesures techniques pourraient être efficaces : mise en place de ralentisseurs dans la diffusion des nouvelles, application du principe pollueur/payeur, réglementation de la publicité qui actuellement alimente les sites de désinformation... Toutes ces mesures dont on aurait aimé qu'il dispose de plus de temps pour les détailler, prises au niveau européen, aboutiraient à un recul de « l'emprise du faux »⁹.

L'après-midi fut consacrée à ce qui à vrai dire hantait tous les esprits, « **La crise américaine, regards de l'étranger et conséquences pour la politique étrangère des États-Unis** ». Le débat était modéré par Pavel Fischer. Hubert Védrine – en visio – repéra dans le fiasco de Kaboul la fin du wilsonisme et du droit d'ingérence, et aussi – car la crise des sous-marins venait de le démontrer de façon éclatante – la rupture des relations de confiance entre Alliés. Mais ces événements récents nous invitent à remonter plus loin : les Européens – sauf la France et la Grande-Bretagne – ont accepté l'idée que l'ère de leur puissance était close et s'en sont remis pour leur protection aux États-Unis, d'autant qu'ils ont cru naïvement à la fin des conflits – et méconnu cette réalité brutalement rappelée que l'Amérique ne distingue pas ses intérêts propres et la défense des valeurs démocratiques. Pour H. Védrine il est urgent de mettre en place une politique européenne, de montrer à la Russie que son intérêt est d'œuvrer à une coexistence pacifique avec l'Europe. L'entreprise n'est pas simple : Védrine ne croit pas à la possibilité de constituer une armée européenne puissante, le problème du commandement restant irrésolu. L'Europe doit s'en tenir à une politique de prudence : proposer à l'Ukraine non pas une intégration mais un accord, ne pas faire de promesses intenables (aux femmes afghanes par exemple), ne pas tenter de convertir à la démocratie des nations qui en sont éloignées, créer avec les États-Unis un « Occident stratégique » sous réserve qu'ils traitent correctement leurs Alliés. Cette urgence à édifier une stratégie européenne, Pavel Fischer en voit l'esquisse dans la présence au Sahel aux côtés de la France de plusieurs contingents européens, et dans la prise de conscience par les

opinions des menaces communes. Signe des temps : l'envie d'Europe, fragile encore, avait été absente des Conversations précédentes.

Le dernier débat portait sur la « **crise idéologique** » dans les **universités et les médias** et était modéré par la philosophe Perrine Simon-Nahum, auteur d'un ouvrage intitulé *Les déraisons modernes*. La menace que font porter sur le débat intellectuel le fanatisme, la confusion entre la recherche et l'engagement, concerne les deux côtés de l'Atlantique quoique, comme l'avait signalé Alain Finkielkraut dans le premier débat, la vague « Woke » soit partie des États-Unis. Rokhaya Diallo, se trouva bien isolée à se réjouir que des campagnes médiatiques aient conduit les médias, les universités et les réseaux sociaux à aborder enfin des champs négligés comme le racisme et le sexisme ; les autres participants s'inquiétaient bien davantage de la glaciation du débat académique et de ce qu'en sociologie on appelle la « confusion des arènes » entre le militantisme et la recherche¹⁰.

Aux États-Unis, selon Yascha Mounk, on ne trouve plus de journal de référence qui fasse autorité pour les deux camps ; dans le monde universitaire les libéraux tendent à monopoliser la parole et les publications. Pour Arthur Milikh, qui travaille sur la tradition américaine de pensée politique, c'est la mort du modèle universitaire. Les universités avaient pris la suite des autorités cléricales et défendu les études difficiles – le tweet vengeur tuera les livres... Diagnostic qu'à vrai dire Tocqueville portait déjà comme plusieurs de ses contemporains : les hommes des démocraties cherchent des satisfactions intellectuelles immédiates, apprécient les petits livres plus que les gros traités et ne placent l'autorité que dans le nombre.

On pourrait croire la France moins touchée – ou en tout cas heureusement en retard sur ce chemin de la décadence universitaire. Selon le philosophe et épistémologue Jean-François Braunstein, on peut en douter : la philosophie est devenue folle¹¹ ; « l'épistémologie du point de vue » rend tout relatif, attaquant l'idée de vérité et même celle de réalité. Si tout est construit, il n'y a plus même de réalité physique. À dire vrai, en écoutant ces diagnostics sombres qui ne sont pas sans justification, un auditeur plus âgé ne pouvait se retenir de penser que la glaciation actuelle n'est pas la première en France et que le communisme, soviétique puis maoïste exerça aussi quelque emprise sur les chercheurs¹². Mais ce qui est nouveau ou en tout cas plus massif, c'est l'idée que la mission de l'université est d'éveiller (*woke*)

les esprits pour les associer à la lutte contre toutes les formes de pouvoir et de domination ; de se réclamer de la liberté académique pour refuser la contradiction, de faire du chantage à la culpabilité sur ceux qualifiés de dominants. Et de renvoyer chacun à son ressenti et à son identité « socialement construite », dit-on, mais à laquelle l'individu est pourtant assigné. On en connaît les dérives risibles : lorsque pour traduire le poème lu – pour tous les Américains – par Amanda Gorman en 2021 lors de l'inauguration présidentielle, l'éditeur chercha une traductrice jeune, activiste et noire au motif sans doute qu'il faut faire corps avec le langage poétique pour le traduire...

La proximité entre les deux rives de l'Atlantique est depuis l'origine l'axe central des Conversations Tocqueville. Les débats de 2021 ont montré le poids des inquiétudes communes et le risque de déchirure des corps politiques. Au risque parfois de désespérer de l'avenir des démocraties. « La mélancolie, écrivait Tocqueville, est l'ennemie mortelle de la politique »¹³. Plus net que les années précédentes est toutefois l'écart croissant entre une Amérique déchirée et repliée sur l'*America first* et une Europe douloureusement en quête d'une stratégie commune. Ainsi on redécouvre ce qu'on savait depuis Tocqueville, qu'on peut tirer des États-Unis des leçons, mais pas un modèle.

NOTES

- [1] Voir le compte rendu par Catherine Audard, « Les conversations Tocqueville 1^{ère} édition, 8-9 juin 2018, *The Tocqueville Review/La Revue Tocqueville*, vol. XXXIX, n° 2, 2018, p. 197-204.
- [2] Voir le compte rendu par Françoise Mélonio, *The Tocqueville Review/La Revue Tocqueville*, vol. XL n° 2, 2019, p. 365-376.
- [3] Voir Ibram X. Kendi, « Is this the beginning of the end of American Racism », *The Atlantic*, septembre 2020.
- [4] Voir *The Atlantic*, 6 janvier 2020, Conor Friedensdorf, « 1776 honors America's diversity in a way 1619 does not ». À l'été 2019, le *New York Times Magazine* lance the 1619 project, projet de publications diverses pour le 400^e anniversaire de l'arrivée des esclaves en Virginie.
- [5] Traduction en français *Autoportrait en noir et blanc : désapprendre l'idée de race*, Éditions Grasset, coll. « Essais et documents », 2021.
- [6] Voir notamment son interview par Jean Marie Pottier dans *Philosophie magazine*, 22 décembre 2020 (en ligne) qui explicite davantage l'écart entre la France et les États-Unis.

- [7] Rapport remis le 9 mars 2018 par Jean-Dominique Sénard, président du groupe Michelin et Nicole Notat ancienne secrétaire générale de la CFDT, soulignant que l'entreprise est un objet d'intérêt collectif et proposant diverses mesures pour que les entreprises prennent en compte dans leur stratégie les enjeux sociaux et environnementaux. La loi PACTE (Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises) promulguée le 22 mai 2019 reprend largement leurs préconisations.
- [8] En France voir les précautions énoncées par le Conseil constitutionnel le 20 décembre 2018 sur la loi anti-*fake news*.
- [9] Titre de son ouvrage publié aux Editions de l'Observatoire en 2021.
- [10] Pour un développement récent sur la situation française voir Nathalie Heinich, « Ce que le militantisme fait à la recherche », *Tracts Gallimard*, n° 29, 2021.
- [11] Voir le titre de son dernier ouvrage : *La philosophie devenue folle. Le genre, l'animal, la mort*, Grasset, 2018.
- [12] Voir Raymond Aron, *L'opium des intellectuels*, 1955, p. 7 (cité par Nathalie Heinich ; *op.cit.*, p. 31 « Cherchant à expliquer l'attitude des intellectuels impitoyables aux défaillances des démocraties, indulgents aux plus grands crimes, pourvu qu'ils soient commis au nom des bonnes doctrines, je rencontrais d'abord les mots sacrés : gauche, Révolution, prolétariat ».
- [13] Lettre à Hyacinthe Corne, 1^{er} novembre 1844, cité in *Abécédaire Tocqueville*, Editions de l'observatoire, 2021.

RÉSUMÉ

La Fondation Tocqueville a réuni au Château de Tocqueville les 17 et 18 septembre 2021 des intellectuels et des acteurs de la société civile des deux rives de l'Atlantique pour des *Conversations* sur le futur de la Démocratie en Amérique. Alors que l'Amérique a été le théâtre d'un envahissement du Capitole le 6 janvier, que reste-t-il de la démocratie américaine dont Tocqueville louait la sagesse exemplaire ? Faut-il voir dans les turbulences de la dernière élection présidentielle une bouffée révolutionnaire telle que la France contemporaine de Tocqueville en avait connues, ou bien un signe de l'épuisement de la démocratie américaine et de l'effondrement de la confiance du peuple américain en ses valeurs ? Dans quelle mesure la crise américaine annonce-t-elle des difficultés similaires en Europe ?